

L'attentat du 14 juillet 2016 et la crise de régime



- Crédits photo : POOL/REUTERS

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par [Alexis Théas \(#figp-author\)](#)

Publié le 25/07/2016 à 11h46

FIGAROVOX/TRIBUNE - Le temps de l'esprit « Charlie Hebdo » est loin, estime Alexis Théas. Pour le juriste, tout un mode d'exercice du pouvoir, fondé sur la communication, se trouve foudroyé par cette nouvelle tragédie.

Alexis Théas est universitaire et juriste.

L'attentat terroriste du 14 juillet 2016 à Nice a provoqué une cassure profonde dans l'histoire politique de ce pays. La France dite « d'en haut », politique et médiatique, vient de connaître un ébranlement d'une ampleur et d'une profondeur sans précédent. Notre pays a touché par trois attaques terroristes en dix-huit mois. Les effets du massacre de la promenade des Anglais et ses 84 morts ne ressemblent en rien à ceux des deux carnages précédents.

Les 7 et 9 janvier 2015, les tragédies de *Charlie Hebdo* et du magasin casher de la porte de Vincennes ont entraîné une réaction nationale inattendue. Une gigantesque manifestation a été organisée à Paris, à laquelle prenaient part les plus hauts dirigeants européens. Le sentiment général se polarisait sur la défense de la liberté d'expression, la sublimation du « vivre ensemble », de la société multiculturelle, un état d'esprit

s'exprimant dans le slogan «je suis Charlie». Les commentateurs voulaient «traiter» ceux qui n'étaient pas «Charlie», c'est-à-dire les sceptiques, renvoyés à la condition de «réactionnaire». Le président de la République gagnait 12 points de popularité.

Après les attentats au Bataclan, le pouvoir politique a adopté une position martiale et nationale.

Les attentats parisiens du 13 novembre 2015, à l'origine de 130 morts, dont la plupart dans la salle de concert du Bataclan, ont fait l'objet d'un traitement tout autre. Le pouvoir politique a adopté une position martiale et nationale. La France était de facto proclamée en guerre. Un vibrant appel à l'unité nationale était lancé et les Français invités à suspendre des drapeaux tricolores à leurs fenêtres. L'état d'urgence était proclamé. Le président de la République annonçait, dans la forme la plus solennelle, celle du Congrès à Versailles, une réforme permettant la déchéance de la nationalité. Il était acclamé par les parlementaires réunis, de la majorité comme de l'opposition. La cote de confiance du président de la République prenait une vingtaine de points.

L'attentat de Nice engendre une situation radicalement nouvelle. Tout un mode d'exercice du pouvoir, fondé sur la communication, se trouve foudroyé par cette nouvelle tragédie.

Le gouvernement socialiste ne peut pas refaire «l'esprit Charlie». Certes, par réflexe de Pavlov, les médias ont

Le gouvernement socialiste ne peut pas refaire « l'esprit Charlie ».

tenté de nier le caractère islamiste du massacre de Nice, invoquant la possibilité d'un acte de démence isolé voire même le geste désespéré d'un «dépressif»... Il a fallu attendre une semaine pour que la réalité s'impose: celle d'une opération sanguinaire organisée de longue date par des terroristes islamistes. Tous les tabous, tout l'aveuglement volontaire du monde n'y changeront rien. Dans de telles circonstances, le pouvoir politique ne peut plus se permettre de rabâcher son discours fondateur sur le multiculturalisme, les «valeurs» et «l'accueil de l'autre».

Le recours au sentiment national et à la posture autoritaire, sur le modèle du 13 novembre, 2015, trouve tout autant ses limites. Le gouvernement ne peut pas demander une nouvelle fois aux Français d'arborer les couleurs nationales. Entre temps, il a d'ailleurs renoncé à la déchéance de la nationalité. Quant au décret sur l'état d'urgence, qui invite les préfets à interdire tout rassemblement de foule dangereux, il a montré les limites de son effectivité à Nice.

A deux reprises, la magie de la communication a permis aux autorités de se tirer de situations effroyables. La troisième fois est de trop.

De fait, un système de gouvernement axé sur la posture, les annonces spectaculaires, les coups médiatiques, la récuération des émotions a volé en éclat. A deux reprises, la magie de la communication a permis aux autorités de ce pays de se tirer avantageusement de situations effroyables. La troisième fois est de trop. Une forte majorité de Français juge le gouvernement inefficace dans la lutte contre le terrorisme. Est-il pire désaveu pour un gouvernement? L'opposition demande aujourd'hui des comptes au pouvoir politique sur son action concrète face à la terreur. Elle exerce par là-même son devoir démocratique. En y répondant par la fureur et l'injure, les socialistes donnent l'impression de s'enfoncer dans la panique. Même le journal *Libération*, leur conscience traditionnelle, soulève la question de la responsabilité de l'Etat dans la tragédie niçoise. Tel est bien le véritable sujet du moment. Qui est responsable? Déterminer la chaîne des responsabilités est l'unique moyen d'éviter qu'un tel drame ne se reproduise. Le pouvoir politique, aux abois, campe sur un discours d'autosatisfaction et de fatalité, comme si plus rien ne comptait à ses yeux que de rester en place. Plus le sol se dérobe sous ses pas et plus il donne le sentiment de se raidir et de s'enfermer dans le déni de responsabilité. Peut-il tenir encore dix mois? Et surtout, ses successeurs en 2017 sauront-ils tirer les leçons d'une pareille débâcle?



Alexis Théas